

pas tout. Ce chemin de fer favoriserait de nouvelles explorations et une nouvelle expansion dans cette région où tout indique qu'il existe une incroyable abondance de minéraux de toutes sortes. Pour assurer la mise en valeur de cette région, il faut commencer par y aménager des moyens de transport au lieu d'attendre que l'exploitation ait commencé. Je ne sais trop pourquoi mais les chemins de fer semblent avoir l'impression que la mise en valeur doit précéder les moyens de transport et être assez avancée pour que les chemins de fer soient sûrs, dès le jour où commence leur activité, qu'ils seront pleinement remboursés de tous leurs frais. Qu'est devenu l'esprit d'initiative?

Il me semble que, par l'entremise de ses nombreux services, le gouvernement fédéral pourrait stimuler grandement la mise en valeur des ressources dans les régions éloignées en contribuant davantage à l'aménagement de moyens de transport. Lorsque la province de la Colombie-Britannique a voulu étendre le *Pacific Great Eastern* jusqu'à la région de Rivière la Paix pour opérer le raccordement avec les *Northern Alberta Railways* dans cette importante région, il lui a fallu demander l'aide du gouvernement du Canada. C'est un exemple d'un cas où il a fallu tendre la main au gouvernement central.

Pour être juste et honnête, je dois reconnaître que le gouvernement du Canada a pris la chose en considération. Il a accordé une subvention de tant par mille pour un nombre limité de milles mais cette somme était loin de suffire à l'achèvement du chemin de fer et ne permettait pas au gouvernement de la Colombie-Britannique de prolonger la ligne assez loin vers le nord pour pouvoir exploiter les ressources qui s'y trouvent. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a donc dû recourir à des emprunts. Lorsqu'un gouvernement provincial doit tendre la main au gouvernement fédéral et qu'il ne reçoit qu'une partie de l'argent dont il a besoin, le but que nous envisageons ici, c'est-à-dire la pleine mise en valeur de nos ressources dans l'intérêt de la population, ne se trouve guère favorisé.

J'estime donc que nous devons adopter un programme national comportant ces six points principaux et d'autres aussi peut-être. En résumé, ces six points sont: l'établissement d'une commission nationale financière et économique chargée de la coordination des mesures relatives aux impôts, à la monnaie, aux placements, aux travaux publics et au budget dans l'intérêt de toute la population; une répartition plus équitable des recettes fiscales entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux; le remaniement de notre régime fiscal; l'établissement d'un bureau national de consultation et de statistique chargé

de dresser le bilan, d'évaluer et de tenir à jour le relevé de toutes les ressources canadiennes, y compris celles qui ont trait à la production d'énergie; la formation d'un nombre suffisant de spécialistes pour assurer la mise en valeur de nos richesses et l'aménagement de meilleurs moyens de transport surtout dans les régions qui sont en quelque sorte isolées des centres de population.

Encore une fois, si nous adoptons un programme comportant au moins ces six points importants, nous réussirons à atteindre l'objectif qu'envisage le chef de l'opposition. Avant de reprendre mon siège, je répète que nous appuyons la partie de l'amendement qui a trait à la mise en valeur de nos ressources.

**M. Howard C. Green (Vancouver-Quadra):** Monsieur l'Orateur, les membres du parti conservateur ont présenté aujourd'hui l'amendement à l'étude parce qu'ils estiment très sincèrement qu'il expose ce que devrait être le programme à longue échéance de mise en valeur des ressources canadiennes. Sur ce point, il existe une différence fondamentale entre la doctrine du gouvernement et la nôtre. Qu'on me permette d'abord de donner lecture de l'amendement. On y préconise:

... que le bien-être de la population du Canada exige l'adoption immédiate d'un programme national de mise en valeur ayant pour objet de permettre l'exploitation de nos ressources naturelles pour le plus grand bien de toutes les parties du Canada, d'encourager une transformation plus poussée de ces ressources au Canada, de supprimer le présent déficit considérable de notre commerce, de favoriser une plus grande participation financière des Canadiens à la mise en valeur de nos ressources et d'offrir plus de possibilités de carrière et l'emploi à une population sans cesse grandissante.

Examinons maintenant la politique du parti libéral à cet égard. Depuis la guerre, la politique du Gouvernement a été tout d'abord de s'appliquer surtout à intensifier les échanges commerciaux avec les États-Unis. Dans tout cela, en matière de commerce international, le Gouvernement actuel a essayé de mettre ses œufs dans le même panier. Deuxièmement son programme a consisté essentiellement à exporter des matières premières ou des matériaux demi-ouvrés et à importer des produits manufacturés.

J'ai l'impression, monsieur l'Orateur, que c'est encore le programme que le parti libéral suit aujourd'hui. Cette affirmation s'appuie d'ailleurs sur une excellente autorité, savoir le ministre du Commerce. Le 3 décembre, il a prononcé au *Women's Canadian Club*, de Montréal, un discours relatant son voyage au Japon. Il aurait dit:

Mais vous le savez sans doute, le Canada trouve qu'il est économique de produire de vastes excédents de matières premières et de denrées alimentaires qui lui permettent de payer les grandes quantités de produits et d'objets manufacturés qu'il importe.